

RCS : CUSSET
Code greffe : 0301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CUSSET atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00319
Numéro SIREN : 852 513 753
Nom ou dénomination : 98 AVENUE

Ce dépôt a été enregistré le 16/03/2022 sous le numéro de dépôt 779

98 AVENUE
Société par actions simplifiée au capital de 500 euros
Siège social : 98 avenue des Célestins, 03200 VICHY
852 513 753 RCS CUSSET

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 9 MARS 2022

[...]

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la Présidente,
[...]
- Nomination d'un nouveau Président en remplacement de la Présidente démissionnaire, et modification de l'article 40 des statuts,
- Suppression des dispositions transitoires des statuts constitutifs,
[...]
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

[...]

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prenant acte de la démission de **Madame Fanny CHABRIER** de son mandat de Présidente à compter du 6 janvier 2022, nomme en qualité de nouvelle Présidente, pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration de la Société :

MILLON PROMOTION

Société par actions simplifiée au capital de 7 500 €
Siège social : 43 Avenue Poncet – « Villa Andrew » - 03200 VICHY
819 193 244 RCS CUSSET
représentée par Monsieur Romain MILLON, Président,

L'Assemblée Générale décide de supprimer l'article 40 des statuts, nommant l'ancienne présidente sans qu'il y ait lieu de le remplacer par la nomination de la nouvelle Présidente, et de supprimer l'ensemble des dispositions transitoires des statuts constitutifs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Le présent extrait de procès-verbal est signé au moyen d'un processus de signature électronique avancé mis en œuvre par un fournisseur de services tiers, UBIKAP, qui garantit la sécurité et l'intégrité des copies numériques conformément au Code civil et au décret d'application.

Conformément à l'article 1375 du Code civil français, le présent extrait de procès-verbal est établi en une seule copie numérique originale, dont une copie est remise à chacune des Parties directement par le prestataire UBIKAP, qui est en charge de la mise en œuvre du système électronique de signature dans les conditions requises par le Code civil et le décret d'application.

Pour extrait certifié conforme
La Présidente
MILLON PROMOTION
Représentée par Romain MILLON

Romain MILLON

 Signé et certifié par yousign 

Signature de "Extrait PV AGOE Cession et
changement pdt 98 AVENUE - 09 03 2022.pdf"

Token de la procédure e7aa691c-2db8-4f32-b277-c8c4c036cfc5
Date de création 09/03/2022 09:45:10 UTC+1
Date d'expiration -
Date d'envoi 09/03/2022 09:45:12 UTC+1

Signé par
Romain MILLON

✓ Certifié par  yousign

 Ubikap Initiateur

Token de la société /organizations/c6ea120f-2a17-448f-8b1a-4789b2facc39 - /workspaces/04aafdc1-dcb7-4010-9151-ae95b05514be
Nom Ubikap - Ubikap
Adresse IP 51.210.7.56

 Signataire

Prénom Romain
Nom MILLON
Token du signataire 899fe875-88d9-4bd9-b068-6041ce3b3aa3
Adresse e-mail romain@diamond-building.fr
Numéro de téléphone +33642431333
Adresse IP 90.9.95.111
Niveau d'authentification advanced
Documents signés à 09/03/2022 21:17:58 UTC+1

Authentification n°1
Mode d'authentification
pièce d'identité
Validation à
09/03/2022 21:17:06 UTC+1

Authentification n°2
Mode d'authentification
sms
Hash du code (sha256)
ac07ed05105c650211438cb9b2d134421303aebaa5780a59c2f1422602cde723
Message envoyé
SIGNATURE ELECTRONIQUE : {{code}} est votre code de sécurité pour confirmer la signature de vos documents.
Canal utilisé
text
Validation à
09/03/2022 21:17:55 UTC+1

98 AVENUE
Société par actions simplifiée au capital de 500 euros
Siège social : 98 avenue des Célestins, 03200 VICHY
852 513 753 RCS CUSSET

STATUTS

EXPOSE PREALABLE :

La Société **98 AVENUE** a été constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée, publiée et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 852 513 753 RCS CUSSET.

IL RESULTE :

- d'une décision de l'Assemblée Générale du 9 mars 2022 la suppression de l'article XL suite au changement de Présidente ;

QUE LES STATUTS DE LA SOCIETE SONT DESORMAIS REDIGES AINSI QU'IL SUIIT :

Les présents statuts sont signés au moyen d'un processus de signature électronique avancé mis en œuvre par un fournisseur de services tiers, UBIKAP, qui garantit la sécurité et l'intégrité des copies numériques conformément au Code civil et au décret d'application.

Conformément à l'article 1375 du Code civil français, les présents statuts sont établis en une seule copie numérique originale, dont une copie est remise à chacune des Parties directement par le prestataire UBIKAP, qui est en charge de la mise en œuvre du système électronique de signature dans les conditions requises par le Code civil et le décret d'application.

STATUTS MIS A JOUR SUITE AUX DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 9 MARS 2022

La Présidente

MILLON PROMOTION

Représentée par Romain MILLON

Romain MILLON

 Signé et certifié par yousign

98 AVENUE
Société par actions simplifiée au capital de 500 euros
Siège social : 98 avenue des Célestins, 03200 VICHY
852 513 753 RCS CUSSET

STATUTS

Article I. FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Article II. OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- **Les services de conseils en beauté et les soins du visage et de la peau : maquillage, traitement anti-rides, massages faciaux à vocation esthétique, etc.**
- **les services de manucure et les soins des pieds à vocation esthétique et l'épilation ;**
- **soins corporels, épilation, traitements aux ultraviolets et infrarouges et autres services d'hygiène ;**
- **le lavage, la coupe, la mise en plis, la teinture, la coloration, l'ondulation, le défrisage de cheveux et les services analogues pour hommes et femmes ;**
- **le rasage et la taille de la barbe.**

Et plus généralement, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article III. DENOMINATION

La dénomination sociale est : **"98 AVENUE"**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

Article IV. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

**98 avenue des Célestins
03200 VICHY**

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés.

Article V. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article VI. APPORTS

Les soussignés apportent à la Société :

Apports en numéraire

Une somme en numéraire de cinq cents euros (500,00 euros), correspondant à 500 actions de numéraire, d'une valeur nominale de un euro (1 euro) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 23 mai 2019 par la banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes Agence de Vichy, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit 500,00 euros, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

Cas particulier du décès d'un associé personne physique

En cas de décès d'un associé personne physique, les héritiers ou légataires devront solliciter l'agrément des associés statuant dans les conditions ci-dessus.

Article XVI. LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

Article XVII. EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis ;
- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité simple ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Article XXI. DIRECTEUR GENERAL

Désignation

La collectivité des associés peut nommer à la majorité simple, un Directeur Général, personne physique ou morale, pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de 2 mois, lequel pourra être réduit lors de la décision du Président qui nommera un nouveau Directeur Général en remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

a) Sont de nature ordinaire, toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision ordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

- l'approbation annuelle des comptes et l'affectation des bénéfices,
- la nomination des dirigeants de la société,
- la nomination des commissaires aux comptes.

L'Assemblée Générale Ordinaire statue à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents et représentés.

b) Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification directe ou indirecte des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision extraordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative:

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social,
- toute opération de fusion, scission, apports partiels d'actif soumis au régime des scissions,
- la dissolution de la société.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents et représentés.

Article XXX. PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article XXXIX. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

